

**Rapport**  
**du commissaire aux comptes**  
**sur les comptes annuels**  
Exercice clos le 31 décembre 2024

**ASSOCIATION LE RAYON**  
**DE SOLEIL DE CANNES**

**ASSOCIATION LE RAYON DE SOLEIL DE CANNES**  
**39, avenue Amiral Wester Wemyss**  
**06150 CANNES LA BOCCA**

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES  
SUR LES COMPTES ANNUELS  
DE L'ASSOCIATION LE RAYON DE SOLEIL DE CANNES**

**Siège social : 39, avenue Amiral Wester Wemyss  
06150 CANNES LA BOCCA**

***Réunion de l'organe délibérant relative à l'approbation des comptes  
de l'exercice clos le 31 décembre 2024***

A l'assemblée générale de l'Association LE RAYON DE SOLEIL DE CANNES,

**OPINION**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale ordinaire, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association LE RAYON DE SOLEIL DE CANNES relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

**FONDEMENT DE L'OPINION**

***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

***Indépendance***

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

**INCERTITUDE SIGNIFICATIVE LIEE A LA CONTINUITE D'EXPLOITATION**

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur l'incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la continuité d'exploitation décrite dans les notes « Faits marquants de l'exercice » et « Evénements postérieurs à la clôture » de l'annexe des comptes annuels.

**OBSERVATION**

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note « provisions pour risques et charges » exposée dans l'annexe des comptes annuels.

**JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS**

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, outre le point décrit dans la partie « Incertitude significative liée à la continuité d'exploitation, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

**VERIFICATIONS SPECIFIQUES**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

**RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.



Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

### **RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

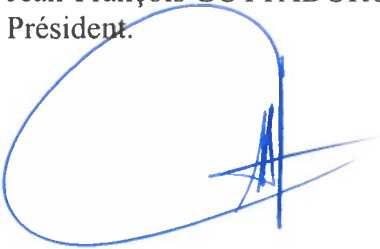


- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

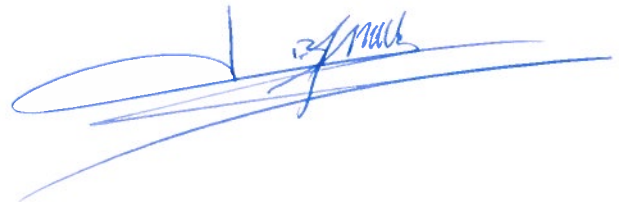
Fait à Le Cannet, le 06 octobre 2025

Le Commissaire aux comptes :  
CABINET TRINTIGNAC & ASSOCIES

Jean-François GUTTADORO,  
Président.



Bruno ALLEAUME,  
Commissaire aux Comptes Associé.



**BILAN ACTIF AU 31/12/2024**  
**ASSOCIATION - COMPTES AGREGES**

ACTIF	Exercice 31/12/2024			Exercice 31/12/2023
	Brut	Amortissements et dépréciations (à déduire)	Net	Net
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>				
<b>Immobilisations incorporelles</b>				
Frais d'établissement	6 259	4 404	1 854	1 938
<b>Immobilisations corporelles</b>				
Constructions	16 498 769	11 510 246	4 988 523	5 612 259
Installations techniques, matériel et outillage industriels	577 931	505 172	72 759	59 214
Autres	831 394	805 207	26 187	44 439
Immobilisations corporelles en cours	51 106	0	51 106	51 106
Avances et acomptes	0	0	0	0
<b>Immobilisations financières</b>				
Participations et Créances rattachées	306 525	0	306 525	306 525
Solde des comptes de liaison	0		0	
Autres	6 689	0	6 689	6 739
<b>Total I</b>	<b>18 278 672</b>	<b>12 825 029</b>	<b>5 453 644</b>	<b>6 082 220</b>
<b>ACTIF CIRCULANT</b>				
<b>Créances</b>				
Redevables et comptes rattachés	625	0	625	625
Créances clients, usagers et comptes rattachés	569 912	0	569 912	277 969
Autres	122 561	0	122 561	74 746
Valeurs mobilières de placement	94 240	0	94 240	91 740
Disponibilités	219 675	0	219 675	1 005 040
Charges constatées d'avance	0	0	0	0
<b>Total II</b>	<b>1 007 013</b>	<b>0</b>	<b>1 007 013</b>	<b>1 450 120</b>
<b>TOTAL GENERAL (I + II)</b>	<b>19 285 685</b>	<b>12 825 029</b>	<b>6 460 654</b>	<b>7 532 340</b>



**BILAN PASSIF AU 31/12/2024**  
**ASSOCIATION - COMPTES AGREGES**

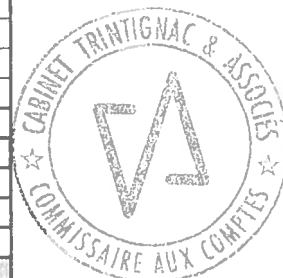
PASSIF	31/12/2024	31/12/2023
<b>FONDS PROPRES / FONDS ASSOCIATIFS</b>		
<b>Fonds propres / fonds associatifs sans droit de reprise</b>		
Fonds propres statutaires	1 000	1 000
Fonds propres complémentaires	0	0
Subventions d'investissement renouvelable sans droit de reprise	0	0
<b>Réserves</b>		
Réserves pour projet de l'entité	5 779	5 779
Réserve de trésorerie	159 389	159 389
Réserve de compensation	437 046	478 724
Réserve d'Investissement	558 170	558 170
<i>Dont réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>		
<i>Réserves pour projet de l'entité</i>	0	0
<i>Réserve de trésorerie</i>	159 389	159 389
<i>Réserve de compensation</i>	437 046	478 724
<i>Réserve d'Investissement</i>	558 170	558 170
<b>Report à nouveau</b>		
Report à nouveau (gestion propre)	1 155 559	1 168 354
Report à nouveau (gestion contrôlée)	-1 452 988	167 691
<b>Excédent ou déficit de l'exercice</b>		
Résultat de l'exercice gestion propre	-15 433	-12 795
Résultat de l'exercice gestion contrôlée	-849 214	-1 662 358
<b>Situation nette (sous total)</b>	<b>-693</b>	<b>863 954</b>
<b>Fonds propres consommables</b>		
Subventions d'investissement	2 244 472	2 432 126
Provisions réglementées	40 660	28 660
<b>Total I</b>	<b>2 284 439</b>	<b>3 324 740</b>
<b>PROVISIONS</b>		
Provisions pour risques	212 633	162 633
Provisions pour charges	88 622	130 655
<b>Total II</b>	<b>301 255</b>	<b>293 288</b>
Comptes de liaisons	0	
<b>Total II bis</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>DETTES</b>		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	1 750 475	1 899 720
Emprunts et dettes financières diverses	750	750
Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	292 046	296 513
Dettes fiscales et sociales	1 610 582	1 604 757
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	24 111	43 249
Autres dettes	196 996	69 320
<b>Total III</b>	<b>3 874 960</b>	<b>3 914 309</b>
<b>TOTAL GENERAL (I + II + III)</b>	<b>6 460 654</b>	<b>7 532 341</b>



**COMPTE DE RESULTAT exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024**

**ASSOCIATION COMPTES AGREGES**

COMPTE DE RESULTAT	31/12/2024	31/12/2023
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>		
Cotisations	400	385
Ventes de biens et services		
Ventes de biens	0	0
dont ventes de dons en nature	0	0
Ventes de prestations de service	0	0
dont parrainages	0	0
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	8 699 626	8 399 475
Subventions	14 500	4 000
Prestations de services	0	0
Ressources liées à la générosité du public	0	0
Dons manuels	4 917	7 720
Mécénats	0	0
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	137 251	125 594
Utilisations des fonds dédiés	0	0
Autres produits		
Cotisations	0	0
Dons manuels	0	0
Autres produits	5 975	1
<b>Total I</b>	<b>8 862 669</b>	<b>8 537 175</b>
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>		
Achats de marchandises	0	0
Variation de stock	0	0
Autres achats et charges externes	2 783 430	2 851 295
Impôts, taxes et versements assimilés	531 170	549 023
Salaires et traitements	4 148 549	4 404 880
Charges sociales	1 645 921	1 751 837
Autres charges de personnel	0	0
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	664 335	750 540
Dotations aux provisions	10 395	21 237
Reports en fonds dédiés	0	0
Autres charges	13 520	19 987
<b>Total II</b>	<b>9 797 320</b>	<b>10 348 799</b>
<b>1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)</b>	<b>-934 650</b>	<b>-1 811 624</b>
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>		
De participation	0	0
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	0	0
Autres intérêts et produits assimilés	48	444
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge	0	0
Différences positives de change	0	0
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	4 418	5 538
<b>Total III</b>	<b>4 466</b>	<b>5 982</b>
<b>CHARGES FINANCIERES</b>		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	0	0
Intérêts et charges assimilées	67 470	52 031
Différences négatives de change	0	0
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	0	0
<b>Total IV</b>	<b>67 470</b>	<b>52 031</b>
<b>2. RESULTAT FINANCIER (III - IV)</b>	<b>-63 004</b>	<b>-46 049</b>
<b>3. RESULTAT COURANT avant Impôts (I - II + III - IV)</b>	<b>-997 654</b>	<b>-1 857 673</b>
<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>		
Sur opérations de gestion	1 059	7 249
Sur opérations en capital	199 655	195 769
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	0	0
<b>Total V</b>	<b>200 714</b>	<b>203 018</b>
<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>		
Sur opérations de gestion	5 705	10 230
Sur opérations en capital	0	0
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	62 000	10 122
<b>Total VI</b>	<b>67 705</b>	<b>20 352</b>
<b>4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)</b>	<b>133 009</b>	<b>182 666</b>
Impôts sur les bénéfices (VII)	0	148
<b>Total des produits (I + III + V)</b>	<b>9 067 849</b>	<b>8 746 176</b>
<b>Total des charges (II + IV + VI + VII)</b>	<b>9 932 495</b>	<b>10 421 330</b>
<b>EXCÉDENT OU DEFICIT</b>	<b>-864 645</b>	<b>-1 675 154</b>





**ASSOCIATION**  
**LE RAYON DE SOLEIL DE CANNES**  
**MAISONS D'ENFANTS**  
Créée en 1935

Reconnue d'utilité publique

Décret N° 1403 du 13 mai 1943

**Siège social : 39, avenue Amiral Wester Wemyss**  
**06150 CANNES LA BOCCA**  
**Téléphone : 04 22 10 90 86**  
Email : [rayondesoleildecannes@gmail.com](mailto:rayondesoleildecannes@gmail.com)

## ANNEXE AU BILAN 2024

39 av. Wester Wemyss  
**Foyer Montbrillant et Siège social**  
06150 Cannes-la-Bocca  
Tél. 04.92.19.41.20  
SIRET N° 78251159600010

Site du 99 av. Maréchal Juin  
**Pouponnière Clémentine - Foyer Saint-Léon**  
06400 CANNES  
Tél. Pouponnière : 04.92.18.82.99 / Tél St Léon. : 04.92.18.80.90  
SIRET N° 78251159600036 SIRET N° 78251159600028



Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31 décembre 2024, dont le total est de 6 460 654 € et au compte de résultat de l'exercice dégageant un déficit de 864 645 €.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 1<sup>er</sup> janvier 2024 au 31 décembre 2024.

Les notes et les tableaux présentés ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration du 25 Septembre 2025.

Le Rayon de Soleil de Cannes est une association Loi de 1901, reconnue d'utilité publique. Elle a pour mission l'accueil des enfants confiés au Département dans le cadre de la protection de l'enfance, et gère, à ce titre, un établissement organisé en trois unités :

- MONTBRILLANT/OASIS, autorisée et financée pour 53 places, plus 3 au titre de l'urgence et 5 au titre du placement à domicile ;
- SAINT-LEON, autorisée et financée pour 24 places ;
- CLEMENTINE, pouponnière autorisée et financée pour 28 places, plus 3 au titre de l'urgence.

Ces unités sont autorisées, financées et contrôlées par le Conseil Départemental des Alpes Maritimes. Elles sont sous « gestion contrôlée ».

Il s'y ajoute le siège social, financé par les fonds propres associatifs.

L'association dite « Le Rayon de Soleil de Cannes » a pour but d'apporter un soutien matériel, éducatif et psychologique aux mineurs et à leurs familles confrontées à des difficultés sociales susceptibles de compromettre gravement leur équilibre.

Dans le cadre de son activité, l'association :

- accueille et héberge des mineurs ainsi que, par dérogation, des jeunes majeurs.
- assure la prise en charge du public accueilli par des professionnels qualifiés intervenant sur les plans psychologique, moral, scolaire et professionnel, en coopération avec les familles, les services du Département et en complémentarité avec les établissements d'éducation scolaire et professionnels.

## **1. FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE**

En 2024, l'équilibre financier de l'association a été fortement fragilisé, obligeant cette dernière à mettre en place une facilité de trésorerie de 330 000 € auprès de la Caisse d'Epargne.

C'est dans ce contexte de dégradation de la situation financière de la gestion contrôlée de l'association, amorcée en 2022, puis aggravée en 2023, sans explications considérées comme suffisamment probantes, que le Département des Alpes Maritimes a décidé de mandater, en avril 2024, un audit organisationnel et financier, piloté par le cabinet Finances Consult.

Dans le prolongement, suite à un contrôle inopiné mené en juin 2024, l'organe de tutelle décidait de placer la gestion contrôlée de l'association sous administration provisoire pour une première période de 6 mois, à compter du 16 juillet 2024. Cette mission a été confiée au cabinet SPQR et conduite par Monsieur Pierre-Vincent GUERET.



Au cours de son intervention, d'importantes mesures ont été prises :

- Des procédures de licenciement et des restructurations
- Mise en œuvre d'audits relatifs au patrimoine et au fonctionnement de la restauration
- Révision des plannings
- Réajustement de l'annualisation du temps de travail
- Régularisation du budget dû au CSE
- Renforcement de l'autonomie des cadres
- Renégociation de contrats en cours
- Recours à un prestataire pour optimiser les cotisations sociales versées
- Mise en œuvre d'une nouvelle organisation pour les travaux par redéploiement de personnel
- Fermeture de 8 places de l'unité d'Oasis à compter d'octobre 2024

Contrairement aux appréciations portées par la Direction précédemment en poste, le Cabinet financier et l'administrateur provisoire ont évalué que la dotation versée par le Département devait permettre à la gestion contrôlée de fonctionner, dans le cadre d'un pilotage plus rigoureux et d'une organisation optimisée.

Dans la continuité des exercices précédents, les difficultés de recrutements en matière de salariés éducatifs sont restées, en 2024, une problématique prégnante qui s'explique tant par le manque de personnel dans le secteur sanitaire et médico-social que par le contexte de l'association qui a pu effrayer des candidats potentiels.

Pour pallier cette situation, l'association s'est efforcée de rechercher des personnes acceptant de travailler en CDD sur des remplacements, afin de limiter le recours à l'intérim, sans pouvoir complètement l'écarter cependant.

La fermeture de 8 places sur Oasis est également une disposition prise face aux difficultés de recrutement. L'administrateur provisoire a évalué qu'il était moins impactant financièrement, pour l'association, de fermer des places, au risque de devoir rembourser une part de dotation au Département, que de laisser l'unité ouverte et de fonctionner avec de l'emploi intérimaire.

Cette décision pourrait néanmoins générer une récupération sur dotation au titre de 2024 de 141 694,72€.

Le remboursement au Département de cette dotation est un sujet qui devra être abordé avec la Direction de l'Enfance, s'agissant d'une décision prise dans le cadre de l'administration provisoire, mandatée par le Département.

## **2. EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLÔTURE**

Les états financiers ont été préparés sur la base de la continuité de l'activité.

Les 8 places de l'unité Montbrillant/OASIS, fermées en octobre 2024, ont été réouvertes en mai 2025.

Le Département pourrait potentiellement tenir compte de la fermeture de ces places sur les premiers mois de 2025 et diminuer la dotation annuelle allouée de 4 mois d'activité, soit 184 819€.



Toutefois, s'agissant d'une décision prise par l'administrateur provisoire, mandaté par le Département, ce point sera à rediscuter avec la Direction de l'Enfance.

Le 16 janvier 2025, la mission de l'administrateur provisoire a été prolongée de 6 mois, jusqu'au 15 juillet 2025.

Durant cette période, le conseil d'administration a été partiellement renouvelé : un nouveau président et un nouveau secrétaire ont été élus.

L'organigramme de l'encadrement de la structure a par ailleurs été révisé : suppression d'un poste de chef de service, permettant la nomination de 4 coordinateurs ; suppression du poste de DG et de DGA, remplacés par un poste de directeur (- 298 830 € sur 2025) et suppression d'un poste de secrétaire (-20 916€). Depuis l'arrivée de la nouvelle directrice, un poste de cuisine a également été supprimé (-17 570€).

Au global, cela représente une économie de 337 316€ sur l'exercice 2025 et de 314 758€ en année pleine sur les charges de personnel (le poste de direction en effet année pleine impactant à la baisse les économies totales).

En outre, les renégociations de contrats avec certains fournisseurs et le changement de certains prestataires, notamment via la centrale d'achats « CEDRE », permettra de réaliser des économies substantielles :

- Sur l'alimentation (-27%) : - 35 000 € à ce jour rapport à l'an dernier à la même période (- 70 000€ en effet année pleine)
- Sur les produits d'entretien (- 34%) - 14 550 € en effet année pleine
- Sur les fournitures administratives (-57%) - 3 000 € sur une année pleine
- Sur les dépenses d'interim : - 20% d'économies (pas de TVA)

De plus, la Société Générale accepte de renégocier le prêt qui court jusqu'en 2030 (TEG supérieur à 4%) dès lors que les comptes 2024 auront été adoptés.

Par ailleurs, à son arrivée la direction a sollicité les 5 plus gros hôtels du bassin cannois au regard des besoins en linge de lit, linge de maison et de vaisselle. Les établissements y ont répondu généreusement. Ce sont ainsi 4m3 de linge qui ont ainsi été donnés (housses de couettes, draps de bain, tapis de bain d'une belle qualité), ce qui permettra d'économiser sur ce poste durant les trois ans à venir. Parmi la vaisselle offerte, des verres, des tasses et des mugs, en nombre, ce qui a permis de supprimer le recours aux gobelets en carton.

En termes d'organisation, les produits d'hygiène et d'entretien ont été mis sous clé pour éviter les vols, et améliorer la gestion des stocks ; les écogestes ont été rappelés au personnel, de même que le fonctionnement de la restauration (gratuit uniquement lorsque le personnel est en prise en charge éducative). Les salariés ont par ailleurs été invités à prioriser les activités gratuites pour les enfants et à privilégier le recours aux achats de seconde main.

Concernant les arriérés 2024, l'ensemble des cotisations patronales en retard ont été réglés à fin septembre 2025, ce qui libère 73 542 € de trésorerie entre septembre et décembre 2025, soit 198 336 € en année pleine.



L'ensemble de ces éléments permettront de rétablir la situation financière de l'association qui devrait être au moins à l'équilibre fin 2025, sans compter le jugement sur le fond de la procédure concernant les malfaçons de la pouponnière qui a été prononcé, le 16 septembre 2025, en faveur de l'association avec paiement immédiat à hauteur de 2 111 527,52 € TTC.

Le plan prévisionnel de trésorerie septembre/décembre 2025, ainsi que le compte de résultat projeté pour l'exercice en cours, confortent cette hypothèse.

### **3. REGLES ET METHODES COMPTABLES**

Les comptes annuels de l'exercice 2024 ont été établis en application des dispositions :

- Du règlement ANC 2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général,
- Du règlement n°2018-06 du 5 décembre 2018, relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif
- Du règlement n°2019-04 du 8 novembre 2019 relatif aux activités sociales et médico-sociales gérées par des personnes morales de droit privé à but non lucratif
- De l'arrêté du 20 décembre 2023 relatif au plan comptable applicable aux établissements privés sociaux et médico-sociaux

Les conventions suivantes ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation
- Indépendance des exercices
- Permanence des méthodes comptables

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

- *Evaluation des immobilisations corporelles :*

La valeur brute des éléments corporels de l'actif immobilisé correspond à la valeur d'entrée des biens dans le patrimoine compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens.

Les honoraires liés à la construction ont été immobilisés et amortis sur la durée d'amortissement retenue pour le gros œuvre (30 ans).

- *Evaluation des amortissements :*

Leur dépréciation est constatée par un amortissement linéaire en fonction de la durée normale d'utilisation de ces biens.

Les méthodes et les durées d'amortissement retenues ont été les suivantes :

CATEGORIE	MODE	DUREE
Logiciel	Linéaire	2 à 5 ans
Bâtiment	Linéaire	20 à 30 ans
Agencements	Linéaire	7 à 20 ans
Installation générales	Linéaire	7 à 20 ans
Aménagements des constructions	Linéaire	7 à 20 ans
Matériel de transport	Linéaire	5 ans
Matériel et équipement	Linéaire	5 à 10 ans
Matériel de bureau et informatique	Linéaire	3 ans
Mobilier	Linéaire	7 à 10 ans

Les règles de comptabilisation des constructions par composants pour les nouvelles constructions sont les suivantes :

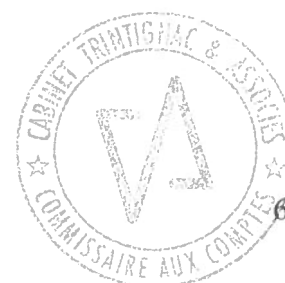
CATEGORIE	MODE	DUREE
Gros œuvre	Linéaire	30 ans
Cloisonnement faux plafond	Linéaire	15 ans
Etanchéité	Linéaire	15 ans
Charpente couverture	Linéaire	30 ans
Menuiseries extérieures	Linéaire	15 ans
Serrurerie métallerie	Linéaire	10 ans
Menuiseries intérieures	Linéaire	15 ans
Plomberie chauffage	Linéaire	15 ans
Ventilation mécanique	Linéaire	15 ans
Carrelage sol	Linéaire	15 ans
Electricité	Linéaire	15 ans
Peinture intérieure/extérieure	Linéaire	15 ans
Ascenseur	Linéaire	10 ans

- *Evaluation des créances et des dettes :*

Les créances et dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

- *Disponibilités :*

Les disponibilités ont été évaluées pour leur valeur nominale.



#### 4. NOTES SUR LE BILAN ET LE COMPTE DE RESULTAT

**Tableau de variation des fonds propres :**

LIBELLE	Solde en début d'exercice	Affectation du résultat	Augmentations	Diminutions	Solde en fin d'exercice
<b>Fonds propres</b>					
Fonds propres statutaires	1 000				1 000
Réserves pour projet associatif	5 779				5 779
Réserves de trésorerie	159 389				159 389
Réserves de compensation et charges d'amortissements	478 724	-41 678			437 046
Réserves d'investissement	558 170				558 170
Report à nouveau gestion propre	1 168 354	-12 795			1 155 559
Report à nouveau gestion contrôlée	167 691	-1 620 679			-1 452 988
Résultat de l'exercice N (gestion contrôlée)	-1 662 358	1 662 358	-849 212		-849 212
Résultat de l'exercice N(gestion propre)	-12 795	12 795	-15 433		-15 433
<b>Sous total</b>	<b>863 954</b>	<b>0</b>	<b>-864 645</b>	<b>0</b>	<b>-693</b>
<b>Fonds propres consommables</b>					
Subvention d'investissement	2 432 126			187 654	2 244 472
Provisions règlementées	28 660		12 000		40 660
<b>Sous total</b>	<b>2 460 786</b>	<b>0</b>	<b>12 000</b>	<b>187 654</b>	<b>2 285 132</b>
<b>TOTAL</b>	<b>3 324 740</b>	<b>0</b>	<b>- 852 645</b>	<b>187 654</b>	<b>2 284 439</b>

**Tableau de variation des immobilisations :**

LIBELLE	Valeur en début d'exercice	Augmentations	Diminutions	Valeur en fin d'exercice
Frais d'établissements	6 259			6 259
Terrains	0			0
Construction sur sol propre	16 494 569	4 200		16 498 769
Installations techniques, matériel & outillage	546 322	31 609		577 931
Autres immobilisations corporelles	831 394			831 394
Total immo. Corporelles	17 872 285			17 908 094
Immobilisation en cours	51 106			51 106
<b>TOTAL</b>	<b>17 929 649</b>	<b>35 809</b>		<b>17 965 458</b>

**Tableau de variation des amortissements :**

BELLE	Valeur en début d'exercice	Augmentations	Diminutions	Valeur en fin d'exercice
Frais d'établissements	4 321	83		4 404
Construction sur sol propre	0	627 935		11 510 246
Installations techniques, matériel & outillage	485 599	19 573		505 172
Autres immobilisations corporelles	788 464	16 743		805 207
<i>Sous total</i>	12 156 374	664 251		12 820 624
<b>TOTAL</b>	<b>12 160 695</b>	<b>664 334</b>		<b>12 825 029</b>



### Tableau des variations des provisions réglementées :

LIBELLE	Valeur en début d'exercice	Augmentations	Diminutions	Valeur en fin d'exercice
Différences sur réalisations d'actif	28 660	12 000		40 660
<b>TOTAL</b>	<b>28 660</b>	<b>12 000</b>	<b>0</b>	<b>40 660</b>

Cette augmentation correspond à la vente de 3 véhicules de l'association à raison de 4 000€ chacun :

- une Renault Clio mise en circulation le 17 décembre 2013 et dont le kilométrage au moment de la vente était de 140 885 km
- un Peugeot Expert mis en circulation le 28 janvier 2015 et dont le kilométrage au moment de la vente était de 100 696 km
- un Renault Kangoo mis en circulation le 27 avril 2018 et dont le kilométrage au moment de la vente était de 138 091 km

### Tableau des variations des provisions pour risques et charges :

LIBELLE	Valeur en début d'exercice	Augmentations	Diminutions	Valeur en fin d'exercice
Provisions pour litiges	162 633	50 000		212 633
Provisions pour risques et charges	130 655	10 396	52 429	88 622
<b>TOTAL</b>	<b>293 288</b>	<b>60 396</b>	<b>52 429</b>	<b>301 255</b>

Charges constatées d'avance : Néant (comptes 486)

Produits constatés d'avance : Néant (compte 487)

### Etat des échéances des créances et des dettes :

ETAT DES CREANCES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
<b>De l'actif immobilisé</b>			
Créances rattachées à des participations	306 525		306 525
Autres immobilisations financières	6 689		6 689
Solde des comptes de liaison	0	0	
<b>De l'actif circulant</b>			
Redevables et comptes rattachés	625		625
Clients et comptes rattachés	569 912	569 912	
Autres créances	122 561	73 636	48 925
Charges constatées d'avance	0	0	0
<i>Total</i>	<b>1 006 312</b>	<b>643 548</b>	<b>362 764</b>





ETAT DES DETTES	Montant brut	A 1 an au plus	A 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Emprunts & dettes auprès des Ets de crédits	1 750 475	373 390	1 217 085	160 000
Emprunts & dettes financières divers	750		750	
Fournisseurs & comptes rattachés	292 046	292 046		
Dettes sociales et fiscales	1 610 582	1 610 582		
Dettes sur Immobilisation	24 111		24 111	
Autres dettes	196 996	66 998	129 998	
Produits constatés d'avance	0	0	0	0
<b>Total</b>	<b>3 874 960</b>	<b>2 343 016</b>	<b>1 371 944</b>	<b>160 000</b>

Charges à payer et produits à recevoir :

Le montant des charges à payer au 31 décembre 2024 est d'un montant de 830 505 €.

Le montant des produits à recevoir au 31 décembre 2024 est d'un montant de 1 398 €.

Ventilation du résultat :

Résultat des activités sous tiers financeur : - 849 212 €

Résultat des activités propres : - 15 433 €

Détail des produits et charges exceptionnels :

Produits exceptionnels	Montant Brut
Sur opération de gestion	1 059
Q/P de subvention virée au compte de résultat	199 655
Reprise sur provisions	0
<b>TOTAL</b>	<b>200 714</b>

Charges exceptionnelles	Montant Brut
Sur opération de gestion	5 705
Sur opération de capital	0
Dotation aux amortissements et provisions	62 000
<b>TOTAL</b>	<b>67 705</b>

## PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

### Contentieux prud'homaux et litiges

Deux dossiers sont toujours en cours, dont un en attente du passage en cours d'appel faisant suite au recours du salarié en appel et le second en attente de statuer auprès du pôle social.

Trois nouveaux dossiers sont en cours suite aux licenciements auxquels il a été procédé en 2024.

Une provision de 50 000 € a été constituée dans ce cadre.

### Contentieux lié aux travaux de construction Pouponnière

Les travaux de construction réalisés par l'association font l'objet d'une expertise judiciaire ayant pour but de faire le compte entre l'association et les différents corps de métiers qui sont intervenus dans les locaux.



Nous ne sommes pas en mesure, à la date d'établissement des présents comptes, d'apprécier les conséquences des demandes formulées. En tout état de cause, nous sommes dans l'incapacité d'effectuer une estimation du montant qui pourrait être éventuellement mis à la charge de l'association. Dans ce contexte et conformément aux dispositions du P.C.G., aucune provision n'a été portée en comptabilité concernant le risque attaché à ces litiges.

### COMPOSITION DE L'EFFECTIF

	Nombre personnels salariés	Nbre d'équivalents temps pleins
Direction	5	5
Administration / gestion	7	7
Apprentis	4	3,89
Services soins	36	36,11
Services généraux	16	14,32
Service éducatif & Encadrement	60	57,68
<i>Total</i>	128	124

### AUTRES INFORMATIONS

#### Rémunération des organes de direction :

Les organes de direction ont perçu un total de rémunération de cent soixante-huit mille trois cent quatre-vingt-huit euros et vingt-huit centimes euros (168 388, 28 €).

#### Rémunération CAC :

Le montant total des honoraires du Commissaire aux Comptes figurant au compte de résultat de l'exercice s'élève à 26 604 TTC.

### ENGAGEMENTS HORS BILAN

#### Engagements reçus :

Garantie de la SACCEF pour l'emprunt d'un montant de 900 000 € souscrit auprès de la caisse d'épargne pour la réhabilitation du Foyer St Léon à hauteur de 75 % du capital restant dû au 31/12/2024, soit 32 232 €.

Garantie de la SACCEF pour l'emprunt d'un montant de 1 000 000 € souscrit auprès de la caisse d'épargne pour la construction du foyer Montbrillant à hauteur de 75 % du capital restant dû au 31/12/2024, soit 300 000 €.

Garantie conjointe du Conseil Départemental des Alpes Maritimes et de la mairie de la ville de Cannes pour l'emprunt d'un montant de 2 278 000 € souscrit auprès de la Caisse des dépôts et consignation pour la construction de la pouponnière Clémentine :

- garantie donnée par le C.G. 06 à hauteur de 75 % soit 522 512 € ;
- garantie donnée par la ville de Cannes à hauteur de 25 % soit 174 170 €.

Soit un total restant dû au 31 décembre 2024 de 696 682€.



### Engagements donnés :

Caution consentie à hauteur de 30 % pour l'emprunt, d'un montant de 1 000 000 € souscrit par le fonds de dotation Le Rayon de soleil de Cannes auprès de la Société Générale, dans le cadre du financement de l'achat d'un terrain sur la commune de MOUGINS.

### Engagement en matière de retraite :

En principe général, les dispositions de la CCNT du 15 mars 1966 ont été mises en œuvre pour le calcul des provisions pour indemnités de départ en retraite.

L'ancienneté dans une activité relevant du champ d'application de la convention collective du 15 mars 1966 fixe le nombre de mois de salaires à verser :

- Supérieure ou égale à 10 ans soit 1 mois de salaire ;
- Supérieure ou égale à 15 ans soit 3 mois de salaire ;
- Supérieure ou égale à 25 ans soit 6 mois de salaire.

Le mode d'application est le suivant :

- Le coût de l'indemnité est calculé pour tous les salariés sous CDI âgés de 55 ans et plus en fonction de leur situation personnelle ;

Les engagements pour départ à la retraite des salariés s'élèvent au 31 décembre 2024 à la somme de 88 622 € (En 2023 : 130 656 €).

Sur 2024, l'évolution est de 42 033€. Elle se décompose en une dotation constatée à hauteur de 10 396 € sur la Pouponnière et une reprise de 52 429 € suite au départ de personnel :

- 47 455€ sur Montbrillant suite au départ de 2 personnels dont le Directeur Général
- 4 974 € sur Saint Léon suite au départ d'un personnel

### CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES

Les contributions volontaires en nature ne sont pas valorisées en raison de leur caractère peu significatif par rapport à la taille de l'Association.

### VENTILATION DES CONCOURS PUBLICS ET SUBVENTIONS

Origine	Montant	Nature
Département :	8 699 626 €	Exploitation
Etat aide Contrat :	14 500 €	Exploitation